

## **Inondations meurtrières en Asie du Sud-Est : «Les plus pauvres sont repoussés vers les zones inondables dans des logements précaires»**

Eléonore Disdero

**Selon le spécialiste Jean-Paul Vanderlinden, les pays à forte croissance sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique.**

Le déluge s'est abattu sur l'Asie du Sud-Est lundi 24 novembre, [tuant plus de 1 000 personnes](#) en quelques jours, causant aussi plusieurs centaines de disparus et poussant près d'un million d'habitants à fuir. Le [cyclone](#) Ditwah, au Sri Lanka, et une tempête tropicale exceptionnelle qui a balayé la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie, notamment la grande île de Sumatra, ont provoqué [des pluies diluviennes](#), des glissements de terrain et des crues soudaines dans la région – déjà en pleine période de mousson.

On le sait, le changement climatique affecte le régime des événements météorologiques extrêmes, [la durée et l'intensité des pluies](#). A chaque degré de réchauffement supplémentaire, l'atmosphère contient 7 % de vapeur d'eau en plus, soit autant de précipitations potentielles. Mais la croissance galopante de ces pays accentue aussi les inégalités et donc la vulnérabilité des populations face aux catastrophes, affirme Jean-Paul Vanderlinden, professeur en étude de l'environnement et économie écologique aux universités de Paris-Saclay et de Versailles-Saint-Quentin. Explications.

### ***Pourquoi les pays d'Asie du Sud-Est sont-ils particulièrement à risque face aux catastrophes climatiques ?***

Dans cette région du monde, les paysages évoluent à une vitesse extrême. On parle de paysages manufacturés. Par exemple, une mangrove observée en janvier peut avoir disparu au profit d'immeubles en juillet. [Le niveau d'artificialisation](#) et donc de mise en danger progresse très vite.

Le problème, c'est que l'expertise mondiale d'urbanisme s'est développée sur des paysages stabilisés, sur des modèles conçus pour des territoires qui ne connaissent pas de transformations sociales, économiques et urbaines aussi rapides. Des dynamiques qui accentuent la surexposition des populations.

### ***Les expertises locales sont-elles insuffisantes ?***

Elles existent et elles sont solides, mais souvent nourries de connaissances validées dans des contextes occidentaux. On parle parfois de colonialité du savoir. Ces pays en développement disposent de moyens – notamment issus de l'aide internationale – et engagent des experts étrangers dont les concepts et modèles importés doivent être adaptés aux réalités locales. Il ne s'agit pas seulement de pallier les effets du changement climatique, mais aussi les

mécanismes de surexposition liés à la croissance économique, démographique et aux bouleversements sociaux.

### ***Comment la croissance économique contribue-t-elle à la surexposition ?***

Une croissance rapide entraîne un développement immobilier accéléré, donc une artificialisation massive des sols. L'eau ne s'infiltre plus : lors des moussons, elle ne trouve ni mangroves ni marais, [seulement du béton](#). Elle s'accumule, ruisselle, et provoque des inondations majeures. Par ailleurs, la croissance crée une pression immobilière qui renforce les inégalités. Les populations favorisées bâtissent davantage, tandis que les plus pauvres sont repoussées vers les zones inondables et des logements précaires qui vont être balayés par les catastrophes.

Il faut distinguer exposition et vulnérabilité. Les populations pauvres sont très exposées, vivent dans des zones basses et des logements fragiles. Mais elles sont aussi vulnérables, ce qui n'est pas un état naturel mais le résultat de dynamiques économiques, sociales ou politiques. L'aléa – la catastrophe, ici les inondations – révèle alors brutalement ces mécanismes invisibles.

### ***Dans ces territoires, l'adaptation est-elle encore possible ?***

Elle est inévitable et déjà en cours. A l'échelle individuelle, les habitants surélèvent les seuils de leurs entrées, favorisent les habitations en étages. Du côté des provinces et des villes, on surélève les routes pour assurer l'accès des secours et maintenir l'activité économique. L'essentiel est d'inventer un modèle d'adaptation propre aux pays à croissance rapide, plutôt que de copier ceux conçus pour des réalités différentes.

### ***Comment renforcer la résilience de ces communautés ?***

En renforçant les capacités locales, c'est-à-dire en permettant aux habitants de se déplacer rapidement, de protéger leurs biens, de réagir lors d'un épisode extrême. L'objectif est de faire résider la force dans les communautés elles-mêmes plutôt que dans des [infrastructures censées les protéger](#). Les digues, par exemple, peuvent enfermer les habitants ou encourager l'installation derrière un mur perçu comme protecteur, ce qui accroît leur vulnérabilité.

### ***Après une inondation, peut-on réoccuper les territoires touchés ?***

C'est l'essence même de la résilience : les territoires doivent pouvoir être recolonisés, idéalement en mieux. Ce n'est pas toujours possible – certains peuvent être trop abîmés –, mais l'idée est de tirer les leçons de la catastrophe pour reconfigurer, en mieux, les relations au territoire.

### ***Faut-il aussi revoir les modes de construction ?***

C'est du cas par cas. Un immeuble en bambou qui s'effondre fait moins de victimes qu'un immeuble en béton. Les matériaux intermédiaires, comme le bois léger et la tôle, peuvent aussi être dangereux. Les choix dépendent du type d'aléa et du contexte. Il ne faut pas imposer un modèle d'habitat unique, mais penser en fonction de chaque territoire.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)

